

« L'administration américaine ne tire plus les négociations »

INTERVIEW

Ghassan SALAMÉ
maître de recherches
au Centre d'études
et de recherches
internationales (Ceri)

” Si Clinton
est élu,
le processus de paix
va se retrouver
en apesanteur ”

Les circonstances sont-elles favorables à une progression des négociations de paix ?

Ghassan Salamé : Un miracle peut toujours avoir lieu, mais il ne faut pas nourrir beaucoup d'illusions. D'abord, à cause des élections américaines. Il semble qu'il y ait une résignation à la défaite dans le camp républicain. Aussi l'administration n'a plus de raison d'exercer toutes les pressions nécessaires sur les délégations pour produire un résultat spectaculaire. Du côté des Israéliens et des Arabes, pourquoi faire des concessions à une administration qui, selon toute probabilité, est partante ?

En cas de victoire démocrate, cette paralysie sera d'autant plus longue. Les conseillers de Clinton ont des idées très vagues sur le Moyen-Orient, même s'ils jugent que les négociations doivent continuer. Si Clinton est élu, le processus va se retrouver en apesanteur.

– **La situation dans les Territoires occupés s'est tendue depuis quinze jours. Quelles peuvent être les conséquences ?**

– Il est toujours gênant de négocier sur fond d'affrontements. Mais ni la direction palestinienne ni le gouvernement israélien ne remettront en cause le processus de paix. À l'OLP, l'opposition a été dissipée par une direction arafatiste d'autant plus engagée dans la poursuite des négociations qu'elle estime avoir marqué des points depuis Madrid. Quant à Rabin, il est tenu par sa coalition gouvernementale dominée par des

« colombes » déterminées à faire la paix. S'il décidait de changer radicalement de politique, il devrait changer sa majorité.

– **Pourtant, les négociations piétinent. Pourquoi ?**

– Les deux parties campent sur des positions encore très éloignées, notamment en ce qui concerne l'organisation du statut d'autonomie des Territoires occupés. Le nombre des élus du conseil palestinien, les prérogatives et les attributions de ce conseil, le sort de l'administration militaire israélienne dans les Territoires occupés... Il y a beaucoup de pierres d'achoppement.

Là où le bât blesse, c'est que l'administration américaine qui est en fait le troisième négociateur – car ces négociations ne sont qu'en apparence bilatérales, Israéliens et Palestiniens font des concessions avant tout pour satisfaire les Américains – est aujourd'hui en panne et ne « tire » plus les négociations.

– **Combien de temps cet enlèvement peut-il durer sans mettre en danger le processus ?**

– Si, dans les quelques mois qui viennent, il n'y a pas un accord relativement décent sur l'autonomie, nous assisterons à une détérioration très rapide de la situation à Gaza et dans certains secteurs de Cisjordanie.

– **Israéliens et Palestiniens ne peuvent-ils pas, pour une fois, se passer de l'impulsion américaine pour éviter le pourrissement ?**

– C'est improbable. Il faudrait que Rabin prenne son téléphone et appelle Arafat. Il faudrait une reconnaissance beaucoup plus substantielle du fait palestinien par les Israéliens. Or, je ne l'aperçois pas à court terme.

– **Et les Syriens ?**

– Là encore, peu d'avancées sont prévisibles. Les Syriens ont l'impression qu'ils sont allés trop loin. Damas a proposé aux Israéliens un plan en neuf points où la Syrie parle pour la première fois d'une paix complète, où elle prend en considération les soucis de sécurité d'Israël. En contrepartie, les Israéliens n'ont avancé aucun document nouveau. La frustration syrienne est évidente.

Recueilli par
Jean-Christophe PLOQUIN